IDLO
Créer une culture de justice
Organisation internationale de droit du développement

A l'occasion de la réunion de l'Assemblée des Parties de l'OIDD
L'ACCÈS À LA JUSTICE ET L'ÉTAT DE DROIT COMME MOTEURS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: OPPORTUNITÉS ET DÉFIS

---

29 november, 2016

Sala Conferenze Internazionali
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
Piazzale Della Farnesina, 1, Rome

À l'occasion de la réunion annuelle de l'Assemblée des Parties 2016 qui marquera l'adoption de son Plan Stratégique 2017-2020, l'OIDD organise un forum avec divers intervenants pour faire un point sur l'état de droit et l'accès à la justice.

Dans un environnement éprouvant à l'échelle internationale, la Stratégie de l'OIDD 2020 est inspirée par la vision de l'Agenda 2030 pour le développement durable des Nations Unies et de ses objectifs afin de faire avancer l'accès à la justice, lutter contre les inégalités et promouvoir l'inclusion sociale. Le Forum discutera comment l'état de droit et l'accès à la justice peuvent participer au développement durable et contribuer à bâtir des sociétés pacifiques et justes.

ORDRE DU JOUR Mardi, 29 novembre, 2016

14.00-14.30 **MISE EN CONTEXTE:**
L'ETAT DE DROIT, QUELLE DIFFERENCE FAIT-IL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE?

Discours d'ouverture:
- Nawaf Al-Mahamel, Président de l'Assemblée des Parties de l'OIDD

Débat intéractif entre:
- Willy Mutunga, Ancien Juge en chef et Président de la Cour suprême du Kenya
- Irene Khan, Directrice-Générale, OIDD

14.30-16.00 **GROUPE DE DISCUSSION 1: PROMOUVOIR LES OPPORTUNITÉS, RÉPONDRE AUX RÉALITES**
Normes juridiques et institutions efficaces
- Développer l'indépendance et renforce les compétences des institutions judiciaires
- Promouvoir l'intégrité et lutter contre la corruption
- Favoriser la croissance économique par l'état de droit

Perspectives en partenariat avec:

- H.E. Mohammad Farid Hamidi, Procureur général de la République islamique d'Afghanistan
- Jelena Madir, Avocat en chef, Unité de droit financier, Équipe de transition juridique, Banque Européenne pour la reconstruction et le développement
- Min. Plen Alfredo Durante Mangoni, Coordonnateur des activités internationales de lutte contre la corruption, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale d'Italie

Perspectives de l'OIDD sur le terrain:

■ Somalie ■ Soudan du Sud ■ Ukraine

Créer une culture de justice requière que les institutions publiques soient efficaces, honnêtes, responsables, ainsi que les citoyens soient informés de leur droits et habilités à les faire prévaloir. Des institutions efficaces sont essentielles afin d'assurer la justice, défendre les droits et soutenir le développement.

Cette séance explorera le rôle crucial que les politiques équitables et les institutions efficaces, accessibles et responsables jouent afin d'assurer la justice, défendre les droits et promouvoir le développement économique et durable, y compris en mettant un accent sur la transparence et la lutte contre la corruption.

16.00–16.30 **PAUSE CAFE**

16.30-18.00 **GROUPE DE DISCUSSION 2: PROMOUVOIR LES OPPORTUNITÉS, RÉPONDRE AUX RÉALITES**

Responsabiliser les individus dans leur accès à la justice

- Protéger et revendiquer les droits de l'homme
- Combattre la violence basée sur le genre
- Renforcer la sensibilisation juridique et fournir de l'aid

Perspectives en partenariat avec:

- H.E. Dr. Alicia Beatriz Pucheta de Correa, Président de la Cour suprême de justice du Paraguay
- H.E. U Tun Tun Oo, Procureur général du Myanmar
- Dunstan Mlambo, Juge Président de la Haute Cour d'Afrique du Sud

IDLO perspectives from the field:

■ Afghanistan ■ Honduras ■ Libéria

Les normes et les politiques discriminatoires aggravent l'inégalité et l'exclusion. Les femmes et les filles, les personnes âgées, les peuples indigènes, les réfugiés et le migrants sont parmi ceux qui sont les plus impactés.

Cette séance explorera comment responsabiliser les femmes, les groupes indigents et marginalisés à lutter contre la discrimination et à accéder à la justice, avec une attention particulière sur la nécessité d'engager la société civile et les systèmes de justice informelle afin de renforcer l'autonomisation juridique et promouvoir l'état de droit.

18.00 – 18.15 **FERMETURE DU FORUM**